

ASSEMBLÉE NATIONALE

16 décembre 2025

PORTANT RECONNAISSANCE PAR LA NATION ET RÉPARATION DES PRÉJUDICES
SUBIS PAR LES PERSONNES CONDAMNÉES POUR HOMOSEXUALITÉ ENTRE 1942 ET
1982 - (N° 2243)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 13

AMENDEMENT

présenté par

Mme Regol, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco,
M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière,
M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave,
Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne,
M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin,
Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et
Mme Voynet

ARTICLE PREMIER

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« La Nation reconnaît également que ces dispositions ont contribué à l'adoption et au maintien de
législations discriminatoires dans les anciens territoires placés sous le contrôle de l'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Ecologiste et social a pour objet de rappeler que les dispositions
discriminatoires adoptées par l'État français ont eu des effets qui ont dépassé le seul territoire
hexagonal. Dans plusieurs territoires placés sous sa domination coloniale, ces normes ont été
reproduites, adaptées ou maintenues, alors même qu'elles n'existaient pas avant la prise de contrôle.

Reconnaître cette dimension historique permet de mieux appréhender la portée des responsabilités
de Nation durant la période coloniale.